Burundi : Des déchets au lieu d'engrais, l'agriculture "fait maison"

MISNA, 1 Octobre 2013 La localité de Ngozi (nord) a trouvé une seule solution à deux problèmes urgents. D'une part, celui des ressources pour les activités agricoles et de l'élevage des franges de la population les plus pauvres ; de l'autre, des déchets diversifiés en trop grand nombre dans les rues. Cette insolite solution «fait maison» a été rapportée par des informations Syfia Grands Lacs, spécialisée dans l'actualité de la région des Grands Lacs. Même si le ministère de l'Agriculture a pour la première fois mis à la disposition des paysans des engrais chimiques subventionnés par l'Etat à hauteur de 40%, tous ne peuvent pas s'acheter un sac de 25 kilogrammes au prix de 27.500 francs burundais (environ 20 dollars). Aussi les déchets produits par la ville sont-ils devenus une ressource alternative précieuse et naturelle. Chaque jour, les agriculteurs et les éleveurs ramassent dans les rues des peaux de bananes, de pommes et de patates douces, ou les restes d'autres légumes et aliments cuits qui sont ensuite recyclés et traités pour cultiver les terres ou donner à manger aux têtes de bétail. Mais ce n'est pas tout. Ils ramassent aussi les poches plastiques, qui sont ensuite brûlées pour éviter de contaminer les terres qui seront destinées à l'agriculture ou aux pâturages. Pour les habitants des villes ou ceux qui y exercent une activité commerciale, cette nouvelle forme de ramassage signifie économiser sur les sommes jusque-là payées aux transporteurs pour ramasser les ordures une fois par semaine, considérant qu'aucun service public n'existe à Ngozi. Au Burundi, le gouvernement a décidé pour la première fois de subventionner les engrais chimiques afin de faire croître la productivité agricole, mais a également prévu de construire plusieurs barrages pour favoriser l'irrigation et de mettre à la disposition des agriculteurs des graines de meilleure qualité. Il s'agit de progrès concrets dans un pays où, comme l'indique le site d'information Iwacu, le secteur agricole fait vivre 90% de la population mais ne reçoit que 0,5% des crédits octroyés par la Banque de la République du Burundi (Brb). L'agriculture reste un secteur qui n'est pas encore organisé comme le monde de l'entreprise, ce qui complique l'accès au crédit bancaire, a expliqué la direction des opérations et des statistiques de la Brb, avant de préciser que l'insuffisante modernisation et mécanisation de ce secteur fait encourir un trop grand nombre de risques, y compris celui du changement du climat. De plus, le Burundi manque de banques spécialisées en crédit agricole, qui seraient les plus enclines à développer la micro-finance en faveur des paysans et des éleveurs. (VV/CN)